Godefroid KURTH

Professeur émérite à l'Université de Liège

Le
Guet-Apens Prussien
en Belgique

Avec une Préface de

S. E. le Cardinal D.-J. Mercier

Archevêque de Malines

Avant-Propos de M. Georges Goyau

— x —

PARIS

Honoré CHAMPION

5, QUAI MALAQUAIS, 5

BRUXELLES

Albert DEWIT

53, RUE ROYALE, 53.

1919

IV

Comment les Prussiens essaient de justifier l'attentat.

Le lendemain de l'attentat, dans le fol espoir de décider l'Angleterre à assister les bras croisés à la destruction d'un pays qu'elle a toujours considéré, selon l'expression d'un des siens, comme sa contre-escarpe, M. von Jagow écrivit au ministre allemand à Londres :

« Veuillez dissiper la méfiance qui pourrait encore subsister chez le gouvernement anglais au sujet de nos intentions, et lui réitérer bien positivement l'assurance formelle que, même en cas de conflit à main armée avec la Belgique, l'Allemagne ne voudra sous aucun prétexte annexer le territoire belge...

« Veuillez aussi dire à sir Edward Grey que les forces allemandes ne peuvent être exposées à une

attaque française se produisant à travers la Belgique, attaque projetée d'après des informations qui ne sauraient être suspectées.

« L'Allemagne est donc obligée de violer la neutralité de la Belgique : c'est pour elle une question de vie ou de mort de prévenir l'attaque française (1). »

Ainsi, tandis que l'*ultimatum* du 2 août menaçait la Belgique, si elle ne livrait passage aux forces allemandes, de voir « le règlement ultérieur des rapports des deux Etats laissé à la décision des armes, » le message du surlendemain, destiné au cabinet britannique, lui donnait « bien positivement l'assurance formelle que, même en cas de conflit à main armée avec la Belgique, l'Allemagne ne voudrait, sous aucun prétexte, annexer le territoire belge. » La contradiction est manifeste, et elle s'explique. Il s'agissait d'obtenir à tout prix la neutralité de l'Angleterre, et dès lors il n'en coûtait rien de lui écrire, à deux jours de distance, tout juste le contraire de ce qu'on avait dit à la Belgique.

Ce n'est pas tout. Après avoir laissé dire, par leur maître, que la France avait l'intention de nous envahir et que c'était pour cette raison que l'Allemagne entraînait chez nous, les diplomates berlinois

(1) *Blue Book*, dépêche du 4 août.

infligent à Guillaume II un démenti implicite en oubliant totalement, dans leur justification de l'attentat, la raison alléguée par l'empereur. Dans son entrevue du 8 août avec sir E. Goeschen, ambassadeur d'Angleterre à Berlin, M. von Jagow expose plus longuement le point de vue qu'avait indiqué le 4 du même mois son télégramme au ministre allemand à Londres.

« M. von Jagow, écrit sir E. Goeschen, m'expose de nouveau les raisons qui ont contraint son gouvernement à violer la neutralité de la Belgique; qu'il lui fallait, notamment, prendre l'avance sur la France aussi rapidement que possible; qu'il devait prendre le chemin le plus direct et le plus facile; que la bataille décisive devait pouvoir être immédiatement livrée. « C'est, me disait-il, une question de vie ou de mort. Si les Allemands avaient pris le chemin du sud, ils auraient perdu énormément de temps. Les routes sont rares, les forteresses puissantes et il fallait les tourner ou les prendre, ce qui eût rencontré une opposition formidable. Cette perte de temps pour eux était un gain pour la Russie, car les Allemands, après avoir battu la France, devaient ramener leurs troupes sur la frontière russe. L'atout de l'Allemagne est la rapidité d'action; celui de la Russie est son réservoir inépuisable de troupes. »

Voilà une déclaration qui ne laisse rien à désirer

sous le rapport de la franchise et qui est le commentaire éloquent de la réticence opposée par le même M. von Jagow, une semaine auparavant, à la question formelle de l'Angleterre relative à notre neutralité. Entre cette déclaration et celle de l'Empereur, il y a, je le répète, une contradiction flagrante que l'histoire peut se borner à signaler, laissant à la conscience de tout honnête homme le soin de l'apprécier. Selon l'Empereur, l'Allemagne est obligée d'envahir la Belgique pour repousser l'invasion française. Selon M. von Jagow, il n'y a pas d'invasion, et l'Allemagne se borne à exécuter un plan stratégique. Il est bien permis de penser que Guillaume II doit être médiocrement satisfait de son secrétaire d'Etat pour les affaires étrangères. A la vérité, il doit l'être tout aussi peu de son chancelier. Celui-ci ne se met pas en peine, lui non plus, de colorer l'attentat en invoquant quelque légendaire offensive française. Il se gêne encore moins que M. von Jagow pour démentir implicitement son auguste maître. Il avoue crûment la violation du droit. Écoutons encore la relation de l'ambassadeur britannique :

« Je trouvai le chancelier dans une grande agitation. Son Excellence commença une harangue qui dura vingt minutes. Il me dit que la décision de Sa Majesté britannique était terrible; tout cela pour le mot de *neutralité*, un mot auquel en temps

de guerre, on n'a jamais fait attention, tout cela enfin pour un chiffon de papier (1).

« ... Je protestai vigoureusement contre son langage. M. von Jagow m'a dit, lui répliquai-je, que pour des raisons stratégiques, qui sont pour vous une question de vie ou de mort, vous deviez violer la neutralité de la Belgique. Souffrez que je vous dise qu'au point de vue honneur, le respect de cette neutralité est aussi une question de vie ou de mort. Nous devons faire respecter les traités, sinon quelle confiance aura-t-on encore dans la signature de l'Angleterre? »

Cette leçon était sévère. Rendons toutefois au chancelier la justice de reconnaître qu'il n'a pas cherché à pallier le crime commis contre la Belgique; il se borne à invoquer la nécessité dans son discours du 4 août au Reichstag, qui, à cause de la solennité de l'heure et du lieu, pourrait être considéré comme le *Confiteor* de la nation alle-

(1) C'est une tradition chez les ministres prussiens de traiter de « chiffon de papier » les actes les plus solennels, quand ils ont intérêt à les violer. Le roi Frédéric-Guillaume IV avait longtemps refusé de signer la constitution qui lui fut imposée après la révolution de 1848, mais son ministre Manteuffel l'apaisa, lui et son entourage réactionnaire, « en leur insinuant qu'il ne convenait pas d'attacher trop d'importance à un morceau de papier ». (E. DENIS, *L'Allemagne 1810-1852*, p. 283.)

mande elle-même. Écoutons ces graves paroles :

« La nécessité ne connaît pas de loi. Nos troupes ont occupé le Luxembourg, peut-être déjà la Belgique (*mouvement et applaudissements*). C'est une atteinte au droit des gens. La France, à la vérité, a déclaré à Bruxelles qu'elle respectera la neutralité de la Belgique aussi longtemps que celle-ci sera respectée par l'ennemi, mais nous savions que la France était prête à une invasion. La France pouvait attendre, nous pas. Une attaque des Français sur notre flanc aurait pu nous être fatale. C'est pour cette raison que nous avons été forcés de passer outre aux légitimes protestations du Luxembourg et du Gouvernement belge, avec l'intention de réparer dès que notre but militaire sera atteint. Quand on est menacé comme nous le sommes, quand on lutte pour son existence, il ne faut penser qu'aux moyens de se tirer d'affaire (*tempête d'applaudissements*) (1). »

A part l'humiliant aveu que la force de la vérité arrache au chancelier allemand, tout est uniformément mauvais dans ses paroles. Sans doute, le chancelier atténue autant qu'il peut les téméraires déclarations de l'Empereur quant aux intentions attribuées à la France; sans doute encore, il évite

(1) Je traduis le texte allemand de la *Frankfurter Zeitung*, réimprimé dans *Der Grosse Krieg*, I, p. 60.

de reproduire et semble même retirer les peu chevaleresques menaces de Guillaume II. Comme M. von Jagow, il n'invoque plus que des nécessités stratégiques. Mais n'est-il pas déplorable que ce juriconsulte, ce gardien du droit, cet homme d'Etat qui devrait être la seconde conscience de son souverain ne trouve pour excuser le crime que la banale raison du chien qui porte le dîner de son maître ? Il dit : « *Not kennt kein Gebot*, nécessité ne connaît pas de loi. » Il proclame par là même la ruine du droit. Car si le droit n'était pas supérieur à tout intérêt quelconque, national ou collectif, il ne serait plus rien. Ce qui constitue essentiellement le droit, c'est qu'il n'y a pas de nécessité contre lui. C'est lui seul qui est nécessaire à l'humanité. Et si les intérêts de la Prusse sont vraiment en opposition avec lui, alors la conscience du genre humain n'a plus qu'à dire : *Fiat justitia et pereat Borussia* ! (1).

(1) « Même si l'Allemagne avait possédé la preuve absolument convaincante de son affirmation, même si la France n'avait pas fait à l'Angleterre la promesse formelle qui lui était demandée, l'Allemagne ne pouvait se croire autorisée à trahir l'engagement qu'elle avait pris vis-à-vis de la Belgique. Elle alléguait, il est vrai, la faiblesse de sa frontière occidentale le long du bas-Rhin, qui était plus exposée que celle du haut-Rhin. Mais cette circonstance justifiait-elle la violation du droit. Si l'Allemagne ne se croyait pas en sûreté de ce côté, elle

En attendant, il reste établi que si l'Allemagne a envahi la Belgique, c'est parce que l'état-major prussien a trouvé que notre pays était le chemin le plus avantageux pour entrer en France. Et comme, en Prusse, la diplomatie est à la remorque de la stratégie, on a fait ce qu'exigeaient les généraux. Il y a longtemps qu'on le prédisait en Belgique et en France, mais il n'est pas indifférent que l'aveu en soit fait par le chancelier de l'Empire allemand.

Les militaires allemands se moquent de la neutralité. Ils la trouvent immorale; ils ne la supportent pas; ils trouvent les plus belles raisons pour s'en débarrasser. Bien hardies par exemple : imaginer que la Belgique a elle-même renoncé à sa neutralité en annexant le Congo; ils oublient, dit le baron Beyens, qu'elle l'a fait avec le consentement de l'Allemagne. Et pendant qu'on se moque de la neutralité belge, on félicite la Suisse de garder la sienne (1).

aurait dû prendre les mesures de précaution que lui dictait le danger. Déjà elle avait dans cette région facilité la mobilisation de ses forces par la création de camps et de lignes de chemin de fer stratégiques, et elle pouvait en fortifier les défenses de manière à en rendre l'entrée fort difficile. Quand on a peur de voir forcer sa porte, on la munit de solides verrous » (VAN DEN HEUVEL, p. 6.)

(1) WAXWEILER, p. 89.

Chose remarquable ! Cette vérité que le chancelier de l'Empire a eu le mérite de reconnaître en parlant aux législateurs de son pays, le gouvernement allemand semble l'ignorer totalement dans sa déclaration de guerre à la France, qui est du 3 août : il revient au thème de l'*ultimatum*, et ce sont de prétendues violations de notre neutralité par la France, qui, à ce qu'il prétend, lui donnent le droit d'ouvrir les hostilités contre ce pays. Mais, tandis que l'*ultimatum* ne faisait état que des « intentions » de la France, la déclaration de guerre lui reprochait des actes. Et quels actes ? « Un aéroplane français, qui *doit avoir* survolé le territoire belge, a été descendu dès hier pendant qu'il essayait de détruire la voie ferrée près de Wesel. Plusieurs autres aéroplanes français ont été reconnus hier, sans contestation possible, au-dessus de l'Eifel ; ceux-là aussi *doivent avoir* survolé le territoire belge (1). »

Voilà donc, pour justifier un acte d'une portée incalculable quant à ses conséquences prochaines et éloignées, trois versions officielles qui se contredisent mutuellement. L'une, la vraie, on se la communique entre augures ; les deux autres sont à l'usage du grand public et des soldats. Il va sans dire que ceux-ci ne sauraient trouver leur compte

(1) *Der Grosse Krieg*, I, p. 80.

dans les aveux de M. von Bethmann-Hollweg. Ils obéissent au mot d'ordre donné par leur impérial maître ; ils ont besoin de se persuader que l'Allemagne a été traîtreusement attaquée, et que, s'ils ont franchi notre frontière, c'est que l'ennemi l'avait fait avant eux. C'est le thème que leurs chefs vont développer en lui donnant une ampleur légendaire. D'emblée, dans la proclamation du général von Emmich, les « intentions françaises » sont transformées en actes.

« C'est à mon plus grand regret, dit le général s'adressant au peuple belge, que les troupes allemandes se voient forcées de franchir la frontière de la Belgique. Elles agissent sous la contrainte d'une nécessité inéluctable, la neutralité de la Belgique ayant été violée par des officiers français, qui, sous un déguisement, ont traversé le territoire belge en automobile pour pénétrer en Allemagne. »

On a bien lu : des gens déguisés qui traversent un pays en automobile ont violé par là même sa neutralité et autorisé l'armée allemande à l'envahir ! Le gouvernement allemand ne paraît pas avoir fait sienne la découverte du général von Emmich : le fait qu'il la lui laisse pour compte nous dispense de discuter une allégation aussi peu en rapport avec le sérieux de l'affaire et avec la gravité de l'histoire.

Le général von Bülow n'est guère plus sérieux que son collègue von Emmich.

« Nous combattons l'armée belge, écrit-il dans sa proclamation du 8 août, uniquement pour forcer le passage vers la France, que votre gouvernement nous a refusé à tort, quoiqu'il eût toléré la reconnaissance militaire des Français, fait que vos journaux vous ont laissé ignorer. »

Mais la palme revient incontestablement au quartier-maître général de l'armée allemande, M. von Stein. Je m'en voudrais de priver le lecteur de la découverte qu'a faite cet éminent personnage.

« Nous avons été informés, dit-il, qu'avant l'ouverture de la guerre, des officiers français et peut-être aussi quelques troupes avaient été envoyées à Liège pour initier les soldats belges au service des fortifications (1). A cela il n'y avait rien à redire avant l'ouverture des hostilités. Au contraire, du moment que la guerre éclatait, c'était une violation de la neutralité de la part de la Belgique et de la France (2). »

(1) Le fait est absolument controuvé.

(2) *Hamburger Nachrichten*, 18 août (édition du matin). VON STRANTZ, p. 53.

Si ces déclarations ont un sens quelconque, elles signifient évidemment que la guerre a éclaté au moment où des officiers français se trouvaient à Liège pour enseigner le service de forteresse aux soldats belges, et que cet événement imprévu a subitement transformé en violation de neutralité un incident auquel, sans cela, il n'y aurait eu rien à redire. En d'autres termes, l'attentat allemand commis contre la Belgique a, par un effet rétroactif assez bizarre, communiqué son caractère criminel à une action française qui autrement eût été inoffensive. De pareilles choses ne se réfutent pas, il suffit de les souligner; elles attestent le désarroi moral des plus hautes autorités militaires de l'Allemagne.

Pendant que dans des proclamations destinées aux Belges et lues par l'étranger, les généraux prussiens se bornaient à ces généralités vagues et obscures, leurs subordonnés se gênaient moins avec la vérité et racontaient tout bonnement aux soldats des contes à dormir debout. Voici ce qu'on lit dans une Histoire de la conquête de la Belgique écrite par le major Victor von Strantz. Il fait parler un Allemand qui reproduit le témoignage d'un de ses compatriotes :

« Le matin du 3 août, c'est-à-dire avant l'expiration du délai fixé par l'ultimatum allemand, des gens de sa connaissance lui racontèrent qu'ils ve-

naient de voir à la gare du Midi, à Bruxelles, des soldats français. Comme ceci paraissait invraisemblable à mon bailleur de renseignements, il se rendit lui-même, à trois heures de l'après-midi, à l'endroit indiqué et vit que deux régiments français étaient campés sur la place devant la station. La même constatation a été faite sur un tout autre point de la Belgique par une jeune gouvernante qui était en service dans une villa entre Bouillon et Paliseul, c'est-à-dire dans le voisinage de la frontière française. Elle, aussi bien que la bonne d'enfants qui l'accompagnait et qui était Allemande comme elle, virent le 3 août, à sept heures du matin, un cavalier français qui s'enquêrait du plus proche village. Et effectivement, deux heures plus tard, le garçon laitier, qui venait du village en question, raconta dans la villa que les Français venaient d'y entrer. Je suis autorisé par ces deux témoins à faire connaître leurs noms et leurs adresses. »

Dieu me garde de révoquer en doute la sincérité de la gouvernante et du garçon laitier, sans compter la bonne d'enfants, qui auront rencontré de nos Guides et qui, trompés par leur pantalon rouge, les auront pris pour des soldats français. Ils auront partagé l'erreur de ces fugitifs allemands qui ont vu, dès le 1^{er} août, Erquelines

occupé par les Français (4). Mais il est impossible d'accorder le bénéfice des mêmes circonstances atténuantes au major von Strantz. Il n'avait pas le droit de professer en matière de stratégie des idées de bonne d'enfant, et il est impossible qu'il ait cru un traître mot des historiettes qu'il raconte sans sourciller (2).

(1) *Der Grosse Krieg*. Urkunden, Depeschen und Berichte der *Frankfurter Zeitung*, II, p. 124.

(2) Voir pages suivantes. Le même major von Strantz éprouve le besoin d'insister. Je le traduis littéralement; si le lecteur se plaint que je lui serve du galimatias, il voudra bien se reporter au texte allemand que je reproduis immédiatement à la suite de ma traduction; il se convaincra que celle-ci n'est inintelligible que parce qu'elle est fidèle. « La déclaration de guerre de la Russie et de la France força notre patrie de faire front non seulement contre nos voisins, mais aussi contre la perfide Angleterre. A ces ennemis se joignirent, guidés par de faux intérêts et de mauvaises influences, la Belgique et le Japon... Le Roi des Belges ayant repoussé les exigences allemandes en comptant sur le secours de la France et de l'Angleterre, la rupture de la neutralité pour la Belgique était par là constatée après que, dans l'intervalle, il eut été établi que déjà avant l'explosion de la guerre, des officiers et des soldats français avaient été envoyés à Liège pour instruire les troupes belges dans la pratique du service de forteresse. »

Die Kriegserklärung seitens beiden Ländern (il s'agit de la Russie et de la France qui, d'après l'auteur, ont déclaré la guerre à l'Allemagne !) zwang unser Vater-

Mais la surenchère des insanités continue. Écoutez le lieutenant von Trotha :

« Une nouvelle qui se répandit avec la rapidité de l'éclair vint subitement illuminer la situation dans tout son ensemble. Des officiers français déguisés en lieutenants allemands, avaient franchi la frontière belgo-allemande à l'ouest de la Gueldre et voulaient pénétrer dans la province rhénane. Ils furent arrêtés et jetés en prison et ainsi échoua l'entreprise si bien imaginée.

« On sait aujourd'hui que la Belgique avait tout préparé pour une invasion en Allemagne et ce petit livre n'a pas à en parler longuement. Nous nous contenterons de constater les faits, nous savons que l'écusson de l'Allemagne est resté sans tache

land nicht nur gegen unsere Nachbarn, sondern auch gegen das treulose England... Front zu machen. Den beiden letztgenannten schlossen sich dann, von falschem Interesse und Einfluss geleitet, das Königreich Belgien und das fernegelegene Japan... an... Da der König von Belgien die deutsche Forderung im Vertrauen auf Frankreichs und Englands Hilfe ablehnte, so war, nachdem sich inzwischen herausgestellt hatte, dass bereits vor Ausbruch des Krieges französische Offiziere und Mannschaften nach Lüttich entsandt worden waren, um die belgischen Truppen in der Handhabung des Festungsdienstes zu unterrichten, damit ein Neutralitätsbruch seitens der Belgier konstatiert und Schnelligkeit des Handelns geboten. (VON STRANTZ, *Die Eroberung Belgiens 1914. Selbsterlebtes*, Minden 1915, pp. 12 et 16.)

et qu'on ne peut lui imputer la responsabilité de la guerre qui s'est livrée en Belgique (1). »

« Nous savons tous, écrit le même auteur, que des officiers français se sont trouvés dans les forteresses belges et devaient y faire le service de la défense. On ne peut donc plus nier que la France et la Belgique aient violé la neutralité (2). »

La parole est maintenant au général Bernhardt. Selon lui, il a existé un plan d'enveloppement des forces allemandes par l'armée franco-anglaise. Dans ce plan, un rôle était réservé à la Belgique. Sur la base de cette double supposition, il constate que la Belgique n'était plus un Etat neutre, et en conséquence de cette constatation, il déclare que l'Allemagne avait non le droit mais le devoir d'envahir la Belgique (3).

C'est avec cette simplicité que, dans les conseils de l'état-major prussien, on résout les questions de droit international.

La découverte du général von Bernhardt a rendu jaloux un officier néerlandais qui s'appelle le général Prins. Celui-ci, après avoir, sur l'invitation du gouvernement allemand, visité le front allemand en France et en Belgique, croit devoir

(1) VON TROTHA, *Mit den Feldgrauen nach Belgien hinein*.

(2) Ouvrage cité, p. 35.

(3) *Het Vaderland*, 25 mars 1915.

payer son écot à ses hôtes en leur servant le morceau suivant :

« L'invasion de la Belgique était pour les Allemands une nécessité. Depuis des années, le traité garantissant la neutralité de la Belgique n'était plus qu'un chiffon de papier. Depuis 1870, toutes les personnes compétentes savaient que dans le cas d'une guerre entre l'Allemagne et la France c'en serait fait de la neutralité belge. La Belgique elle-même considérait le traité comme un chiffon de papier, puisqu'elle avait mis des millions dans les forts de la Meuse et dans ceux d'Anvers. D'ailleurs, le traité devait son origine au besoin de protéger non la Belgique contre l'Allemagne, mais l'Europe contre la France. La situation ayant changé, le traité s'était survécu à lui-même, et le chancelier de l'Empire avait parfaitement raison quand il l'appelait un chiffon de papier (1). »

(1) Der Einfall in Belgien war für die Deutschen eine Notwendigkeit. Seit Jahren war der Vertrag über Belgiens Neutralität ein Papierfetzen. Seit dem Jahre 1870 wusste jeder Sachverständige, dass es im Falle eines neuen Krieges zwischen Deutschland und Frankreich mit der belgischen « Neutralität » aus sein würde. Belgien selbst betrachtete den Vertrag wie einen Papierfetzen, denn es steckte Millionen in die Maasforts und in die Forts bei Antwerpen. Ausserdem verdankte der Vertrag seinerzeit sein Entstehen nicht dem Schutze Belgiens

Chiffon de papier ! Chiffon de papier ! Chiffon de papier ! Le bon général Prins le dit trois fois avec une visible volupté : Bethmann doit être content de lui. M. Prins lui fournit d'ailleurs des arguments dont il ne se servira pas.

M. von Bissing a trouvé, lui, ce couplet, y compris le refrain du chiffon de papier, tellement démonstratif qu'il a fait afficher la déclaration du général Prins, donnant une fois de plus la preuve de cette inconscience qui semble caractériser ce représentant de l'Allemagne en Belgique. Dans la fable de La Fontaine, quand l'ours a lancé son pavé à la tête de l'amateur des jardins, nous ne lisons pas que celui-ci ait mis le projectile sous globe et sur sa cheminée.

En réalité, toutefois, on a fini par se rendre compte à Berlin que toutes ces versions — et j'en passe — ne servaient qu'à aggraver le cas de l'Allemagne.

Leur grand défaut était de s'appuyer sur une base dont le caractère mensonger crevait les yeux. Loin d'avoir envahi la Belgique avant le 2 août, la France ne s'était pas même trouvée en mesure de

gegen Deutschland, sondern dem Schutze Europas gegen Frankreich. Durch die Aenderung der Lage hatte der Vertrag sich überlebt, und der deutsche Reichskanzler hatte vollkommen recht, als er diesen Vertrag einen Papierfetzen nannte.

venir au secours du peuple belge en temps utile, et seule notre énergique résistance à l'envahisseur allemand lui avait donné le temps de s'organiser pour faire face à une agression injuste et inattendue. Persister, dans ces conditions, à accuser la France, c'était s'exposer à se faire siffler par tout l'univers.

C'est alors qu'on s'est mis en quête de quelque chose de plus sérieux. Et comme, en travaillant séparément, les diplomates et les militaires n'étaient parvenus qu'à mettre au jour des légendes qui se détruisaient mutuellement, ils imaginèrent cette fois de combiner leurs facultés inventives. De cette collaboration du sabre et de la plume est née une nouvelle version — la quatrième — qui représente le maximum de l'effort germanique pour rassurer la conscience nationale et pour former l'opinion du monde civilisé.

Abandonnant donc le thème jusqu'alors développé par l'Empereur et ses ministres, et qui consistait à accuser la France, on imagina de mettre en cause la *perfide Albion*, et de nous associer à son crime. La neutralité de notre pays avait été violée par la Belgique elle-même, d'accord avec l'Angleterre.

Sans doute, la nouvelle version, pour trouver plus de crédit que les précédentes, devait s'appuyer sur des documents et non plus sur des raisonnements.

Mais était-il donc impossible que la « science allemande », maîtresse de la Belgique et de ses archives, parvint à se procurer les documents nécessaires, ou du moins, à son défaut, les deux lignes d'écriture qui suffisent, on le sait, pour faire pendre le plus honnête homme du monde? Eh, mon Dieu ! le vœu était à peine formulé que déjà, répondant à l'appel tudesque avec une complaisance presque miraculeuse, les documents sauveurs surgissaient.

En pillant les archives du département de la guerre à Bruxelles les Allemands mirent la main sur un rapport adressé au ministre, sous la date du 10 avril 1906, par le chef de l'état-major belge, général Ducarne, sur une série d'entretiens qu'il avait eus avec l'attaché militaire anglais, le lieutenant-colonel Barnardiston. Dans ces conversations, l'officier anglais avait entretenu son interlocuteur d'une intervention anglaise en Belgique qui pourrait se produire dans le cas où la neutralité belge serait violée par l'Allemagne. Il exposait les mesures, qui, à son sens, devaient être prises dans ce cas pour protéger efficacement notre pays; il ajoutait au surplus, que « l'entrée des Anglais en Belgique ne se ferait qu'après la violation de notre neutralité par l'Allemagne (1). » Le texte de cette

(1) Cette phrase est ajoutée en marge de la main du général Ducarne.

pièce porte à chacune de ses lignes le cachet d'un entretien privé sur des questions militaires intéressant les deux pays. Les deux interlocuteurs discutent en techniciens un thème stratégique; la preuve que le général belge n'avait aucune mission pour recevoir les confidences de son collègue anglais, c'est qu'il se croit obligé de lui faire remarquer « que cette question d'intervention relève aussi du pouvoir politique et que, dès lors, il est tenu d'en entretenir le ministre de la guerre. »

Ces conversations, au sujet desquelles certes le ministre avait le droit d'être renseigné, n'aboutirent à aucun résultat pratique, elles montrent d'ailleurs que les deux interlocuteurs n'étaient pas même d'accord sur le point capital, puisque selon l'Anglais son pays pouvait protéger notre neutralité malgré nous, tandis que, selon le Belge, des forces anglaises ne pouvaient débarquer en Belgique qu'avec notre consentement.

Des recherches ultérieures dans nos archives firent découvrir un autre document plus inoffensif encore, à savoir le résumé d'une conversation qui avait eu lieu entre l'attaché militaire anglais lieutenant-colonel Bridges et le général Jungbluth, qui avait succédé dans l'intervalle au général Ducarne comme chef de notre état-major. La partie substantielle de cette pièce, datée du 23 avril 1912, portait textuellement ceci :

« Le gouvernement britannique, lors des derniers événements, aurait débarqué immédiatement chez nous, même si nous n'avions pas demandé de secours. Le général a objecté qu'il faudrait pour cela notre consentement.

« L'attaché militaire a répondu qu'il le savait, mais que comme nous n'étions pas à même d'empêcher les Allemands de passer chez nous, l'Angleterre aurait débarqué ses troupes en tout état de cause. »

Sur quoi le général Jungbluth répliqua que nous étions parfaitement à même d'empêcher les Allemands de passer, et l'entretien en resta là.

Le croirait-on? ces documents, qui avaient tout juste pour le gouvernement belge l'intérêt d'informations comme les agents de tout pays civilisé en adressent tous les jours à leurs supérieurs, les Allemands leur ont trouvé une telle importance qu'ils les ont publiés par voie d'affiches dans toutes les communes du pays, avec le commentaire que voici : « Le gouvernement belge, en prêtant l'oreille aux suggestions anglaises, s'est rendu coupable d'une grave infraction aux devoirs qui lui incombaient en sa qualité de puissance neutre. L'accomplissement de ces devoirs aurait exigé que le gouvernement belge, dans ses projets de défense, ait également prévu la violation par la France de la neutralité belge et ait fait pour ce cas, avec

l'Allemagne, des conventions analogues à celles conclues avec la France et l'Angleterre. Les pièces découvertes constituent une preuve documentaire de la connivence belge avec les puissances de l'Entente, fait connu des services compétents allemands dès avant la guerre (1). Elles justifient notre action militaire et confirment les informations reçues par le haut commandement de l'armée allemande concernant les intentions françaises. Qu'elles ouvrent les yeux au peuple belge sur ceux auxquels il doit la catastrophe qui maintenant s'est déchainée sur ce malheureux pays. »

Pour l'intelligence de cette communication, il faut savoir que la traduction allemande du rapport du général Ducarne commettait un contresens des plus graves et impardonnable dans la reproduction d'une pièce à laquelle le gouvernement de Berlin attache une importance capitale. A l'endroit où le général Ducarne écrit : « Mon interlocuteur insista sur le fait que notre conversation était absolument confidentielle, » la traduction remplace

(1) Mensonge maladroit. Si l'Allemagne avait connu la « convention » belgo-anglaise avant la guerre, elle se serait bien gardée de chercher des prétextes ridicules pour justifier son attentat : elle aurait, dès lors, fait au sujet de la chose le bruit qu'elle a fait depuis.

le mot *conversation* par celui de *convention* (1) et parvient ainsi à présenter un simple échange de vues entre deux officiers supérieurs comme un traité en règle entre leurs deux Etats. Admettons qu'il n'y ait pas là d'intention frauduleuse, malgré l'apparence du contraire, mais comment justifier l'omission de la note marginale où il est clairement dit que « l'entrée des Anglais en Belgique ne se ferait qu'après la violation de notre neutralité par l'Allemagne? » C'est grâce à ce contresens et à cette omission que la pièce prend le caractère délictueux que veut lui donner l'Allemagne, et vous voulez que nous ne vous accusions pas de falsification? Et s'il y a simplement erreur, que dire, encore une fois, d'une diplomatie qui ne s'épargne pas de telles bévues ! (2). Et n'a-

(1) « Dass unser Abkommen absolut vertraulich sein sollte. »

(2) Veut-on savoir comment le gouvernement allemand se disculpe? « Il a déjà été établi, écrit-il, que sur l'original du rapport du général Ducarne, on peut effectivement, en raison de l'écriture peu distincte, avoir lu le mot « convention » là où il y a en réalité « conversation » et avoir traduit en conséquence. Vouloir tirer d'une faute de traduction sans importance la preuve d'une falsification intentionnelle de tout le document, est déjà d'une mentalité assez faible, mais la tentative devient plus ridicule encore du moment que le fac-similé du document, joint à la traduction, permet à tout lecteur

t-on pas le droit, tout au moins, de croire que son interprétation du document tout entier est aussi fautive que sa traduction du mot considéré par elle-même comme capital? Si la prétendue convention avait existé, comment se fait-il que l'Allemagne n'en ait pas publié le texte, et pourquoi toutes les négociations qui ont dû la préparer n'ont-elles pas laissé, dans les archives du ministère de la guerre, d'autres traces que les deux rapports en question? Où l'Allemagne voit-elle l'obligation du gouvernement belge de la mettre au courant de ces entretiens privés et confidentiels? Assez de causes de dissentiment existaient entre les grandes puissances nos voisines sans qu'il vînt jeter entre elles un nouvel élément de suspicion (1). Quelle confiance la diplomatie étrangère aurait-elle dû avoir dans les hommes d'Etat belges, s'ils avaient livré à l'Allemagne les entretiens en question, et jeté inutilement entre

attentif de se rendre compte de l'erreur. » Nous nous bornerons à retenir de ceci que les lecteurs et même les traducteurs de Berlin ne sont pas « attentifs » et que leurs maîtres ne sont pas difficiles, puisque leurs plus lourdes bévues sont à leurs yeux des fautes sans importance. Et Grasshoff, lui, ne craint pas d'écrire : « Warum sollte sich die N. A. Z. so ängstlich an wortwörtliche Uebertragung der *Conversation* halten? »

(1) BEYENS, p. 7.

elle et l'Angleterre un nouveau brandon de discorde?

Quant à contester aux généraux étrangers belges le droit de recevoir les ouvertures de généraux étrangers au sujet de certaines éventualités militaires qui les intéressent et d'en faire rapport à leur supérieur hiérarchique, la prétention est trop plaisante pour qu'on s'arrête à la discuter sérieusement (1). Où cela est-il écrit? Tout Etat, qu'il soit neutre ou non, a le droit d'échanger des vues avec un autre Etat au sujet de ses intérêts primordiaux; ce sont ses actes qui le jugent, et les actes de la Belgique, l'Allemagne elle-même leur a rendu hommage. « L'Allemagne, dit M. von Jagow au baron Beyens le 4 août, ne peut rien reprocher à la Belgique et l'attitude de la Belgique a toujours été d'une correction parfaite (2). » C'est après l'invasion, le 4, que la Belgique s'adresse aux puissances garantes. Le 2 et le 3, elle ne l'a pas fait. Le *Nieuwe Courant*, reproduit par la *Kölnische Zeitung* du 23 octobre, ment donc lorsqu'il écrit : « Trois jours avant le début de la guerre, Sir Edward Grey fit savoir au Gouverne-

(1) Le lecteur désireux de lire une réfutation péremptoire des allégations allemandes la trouvera dans la brochure de M. Jules VAN DEN HEUVEL, ministre d'Etat belge, à laquelle j'ai fait plus d'un emprunt.

(2) WAXWEILER, p. 57.

ment belge qu'il espérait que la Belgique ferait son possible pour faire respecter sa neutralité; il promettait l'appui de l'Angleterre et des Alliés dès que l'Allemagne aurait pénétré sur le territoire belge, à condition que la Belgique participât à une action commune en vue de résister à la violation de sa neutralité. La Belgique accepta. Dès ce moment, elle faisait partie de l'Entente : elle ne combattait plus exclusivement pour elle (1).» Le vrai caractère des conversations belgo-anglaises apparaît d'ailleurs avec une évidence lumineuse dans la dépêche suivante adressée par sir Edward Grey, en avril 1913, au ministre britannique à Bruxelles. Postérieure d'un an au dernier entretien belgo-anglais, elle montre que les deux Etats, à cette date, étaient à cent lieues de se considérer comme liés l'un à l'autre par une convention quelconque :

« Monsieur le Ministre,

« Au cours d'une conversation non officielle que j'ai eue aujourd'hui avec le ministre de Belgique, j'ai dit que j'avais appris qu'il règne en Belgique, cette crainte que nous ne soyons les premiers à violer la neutralité belge. Je ne croyais pas que

(1) WAXWEILER, p. 132.

cette appréhension pût avoir sa source en Angleterre.

« Le ministre de Belgique m'a déclaré qu'il avait été question en Angleterre — mais il n'a pu me dire où — du débarquement de troupes anglaises en Belgique pour prévenir l'envoi possible de troupes allemandes vers la France à travers la Belgique.

« J'ai répondu être certain que notre gouvernement ne serait pas le premier à se livrer à une telle violation; que je ne croyais pas non plus qu'aucun gouvernement anglais serait le premier à agir ainsi, et qu'en outre l'opinion publique anglaise ne l'approuverait jamais. Ce que nous avons eu à examiner, ai-je continué, et c'était là une question quelque peu embarrassante, c'est de savoir ce qu'il serait désirable et nécessaire de faire, en notre qualité de puissance garante de la neutralité belge, dans le cas où cette neutralité serait violée par une puissance quelconque.

« Si nous étions les premiers à la violer et à envoyer des troupes en Belgique, nous donnerions ainsi à l'Allemagne, par exemple, un motif d'envoyer également des troupes en Belgique. Ce que nous désirons, en ce qui concerne la Belgique, comme les autres pays neutres, c'est que la neutralité soit respectée, et aussi longtemps qu'elle ne sera pas violée par une autre puissance, nous n'en-

verrons certainement pas de troupes en territoire neutre (1). »

Voilà quelle était, à la veille de l'attentat, la situation de la Belgique vis-à-vis de l'Angleterre. Les conversations n'y avaient rien changé; on en pouvait dire ce que, le 22 novembre 1912, le chef du Foreign Office écrivait à l'ambassadeur de France à Londres :

« A différentes reprises, les états-majors militaires et navals de France et de Grande-Bretagne ont échangé des vues. Il a toujours été entendu que ces échanges ne portent pas atteinte à la liberté de l'un ou de l'autre gouvernement de décider à n'importe quel moment dans l'avenir s'il doit ou non soutenir l'autre Etat avec ses forces armées. Nous avons admis que les échanges de vues entre nos techniciens ne constituaient pas et ne doivent pas être considérés comme constituant un engagement qui obligerait l'un ou l'autre des gouvernements à intervenir dans l'éventualité qui ne s'est pas encore présentée. »

Mettez Belgique à la place de France et vous aurez, *mutatis mutandis*, la formule diplomatique de la valeur de l'incident.

Chose instructive, la révélation du « gouverne-

(1) VAN DEN HEUVEL, p. 31.

ment allemand en Belgique » a été accueillie outre-Rhin par un immense soupir de soulagement. Jusque-là, la conscience de l'Allemagne n'était pas tranquille; elle se rendait compte qu'elle avait à sa charge un attentat contre le droit des gens, et les déclarations lénifiantes de l'empereur et du chancelier ne parvenaient pas à calmer ses inquiétudes. Désormais, elle se voyait débarrassée de ces honorables scrupules. Il restait établi, à vrai dire, que la neutralité de la Belgique avait été violée, mais c'était... par la Belgique elle-même, et le gouvernement belge était seul responsable de toutes les souffrances que les Allemands avaient dû infliger, malgré eux, à ce malheureux pays.

Voilà ce qui est devenu, pour l'Allemagne entière, lettre d'Évangile, et, sans plus attendre d'autres justifications, le mot d'ordre a été redit d'un bout du pays à l'autre depuis Memel jusqu'à Waldshut. Ce ne sont pas seulement les soldats, auxquels on peut, une fois la guerre commencée, faire croire tout ce qu'on veut, et qui n'ont pas l'habitude de « penser dans les rangs », ce ne sont pas seulement les modestes abonnés à qui le facteur apporte chaque matin leur opinion toute faite dans les colonnes de leur journal, ce sont les représentants les plus éminents de la pensée allemande, ce sont des savants comme Ehrlich, Haackel, Harnack, Lamprecht, Roentgen, Wassermann,

Wundt, ce sont des littérateurs, comme Gérard Hauptmann, Sudermann, Richard Voss, ce sont des artistes comme Defregger et Hans Thoma qui se font les complaisants propagateurs de l'argument fourni à la patrie allemande par les cambrioleurs bruxellois. Dans leur appel au monde civilisé, les quatre-vingt-treize ne craignent pas d'écrire :

« Il n'est pas vrai que nous avons commis un attentat criminel contre la neutralité belge. Il est établi que la France et l'Angleterre étaient décidées à la violer. Il est établi que la Belgique était d'accord avec elles. C'aurait été nous suicider que de ne pas prendre les devants (1). »

L'Allemagne, c'est convenu, est une « nation de penseurs. » Comment donc se fait-il que pas un de ces « penseurs » ne se soit avisé d'une réflexion qui vient d'emblée à l'esprit du premier homme venu en possession d'un peu de bon sens? En quoi des « chiffons de papier » découverts en octobre peuvent-ils changer la nature de l'attentat perpétré le 3 août et avoué le lendemain par le chancelier allemand? Ils prouveront tout au plus, dans l'hy-

(1) Es ist nicht wahr, dass wir freventlich die Neutralität Belgiens verletzt haben. Nachweislich waren Frankreich und England zu ihrer Verletzung entschlossen. Nachweislich war Belgien damit einverstanden. Selbstvernichtung wäre es gewesen, ihnen nicht zuvorzukommen. (*Kölnische Zeitung*, 4 octobre, matin.)

pothèse la moins défavorable à nos ennemis, qu'il y a eu deux coupables : l'Allemagne et la Belgique. Ils ne sauraient faire que la foi jurée n'ait été trahie par les Allemands. Des montagnes de documents n'y changeront rien; toutes les arguties des juristes et toutes les imprécations des quatre-vingt-treize ne sauraient faire qu'un crime contre le droit des gens n'ait pas été commis :

. *non tamen irritum*
Quodcumque retrost, efficies.

Mais ce n'est pas tout. Afin que rien ne manque à l'abaissement de la conscience allemande, on va entendre le chancelier de l'Empire avaler ses propres paroles. M. von Bethmann-Holweg avait, il est vrai, à se faire pardonner par les pangermanistes son aveu du 4 août, dans lequel il y avait plus de droiture que d'habileté. Il avait eu le temps de réfléchir depuis lors sur les inconvénients de la sincérité en matière politique, et le discours qu'il tint au Reichstag le 2 décembre 1914 montre qu'il s'est converti à des idées plus dignes, paraît-il, d'un ministre prussien. Voici en quels termes il crut devoir formuler son *meâ culpâ* :

« Lors que, le 4 août, je parlai d'un tort que nous aurions commis en entrant en Belgique, il n'était pas certain que le gouvernement de Bruxelles ne se déciderait pas, au moment suprême, à épargner

le pays et à se retirer, tout en protestant, sur Anvers. Pour des raisons militaires, au 4 août, la possibilité de pareille éventualité devait de toute façon rester ouverte. Déjà alors il existait divers indices pour la culpabilité du gouvernement belge. Des preuves écrites, positives, n'étaient pas encore en notre pouvoir en ce moment; par contre, ces preuves étaient parfaitement connues des hommes d'Etat anglais.

« Si maintenant, par suite des documents découverts à Bruxelles, il est constaté de quelle façon la neutralité (belge) fut sacrifiée au profit de l'Angleterre, dès à présent, deux faits sont évidents pour tout le monde : lorsque nos troupes passèrent dans la nuit du 4 au 5 août sur le territoire belge, elles se trouvaient sur le sol d'un Etat qui avait lui-même renoncé depuis longtemps à la neutralité. »

La réponse à ces audacieuses assertions n'a pas tardé. Du Havre, le gouvernement belge a fait entendre une protestation solennelle dont j'extrais le passage suivant :

« Le gouvernement belge déclare sur l'honneur que, non seulement aucune convention ne fut jamais conclue, mais encore que jamais il n'y eut de la part d'un gouvernement, quel qu'il soit, ni pourparlers ni proposition au sujet de semblable convention.

« D'ailleurs, jamais le représentant de la Grande-Bretagne, qui, seul, avait qualité pour engager celle-ci, n'intervint dans ces conversations. D'autre part, tous les ministres belges, sans exception, peuvent l'attester sous la foi du serment, jamais une conclusion quelconque de ces conversations ne fut proposée, soit en conseil des ministres, soit à un ministre en particulier. »

A cette noble déclaration, qui suffisait pour mettre fin à toute controverse, sait-on ce que Berlin trouve à répondre? Lisez et jugez :

« Si maintenant le gouvernement belge croit pouvoir faire disparaître les documents accablants pour lui au moyen d'une déclaration faite sur l'honneur, par laquelle il nie la conclusion d'une convention quelconque ou même l'existence de conversations ou de pourparlers, c'est là un procédé dont la candeur naïve convaincra difficilement ceux qui ont eu sous les yeux les preuves matérielles du contraire. »

Avant d'apprécier cette réponse, remarquons que décidément on a au ministère des affaires étrangères de Prusse la spécialité des contresens. Le gouvernement belge ne nie nullement l'existence de conversations ou de pourparlers anglo-belges, comme on le lui fait dire, et le passage reproduit ci-dessus fournit « la preuve matérielle du contraire. » Mais, s'il reconnaît la réalité des

entretiens entre officiers, il conteste qu'il y ait eu des pourparlers *de la part du gouvernement*, et cette déclaration, notons-le, engage la garantie du gouvernement anglais lui-même. Quant au sarcasme avec lequel le gouvernement prussien accueille la parole d'honneur d'hommes exilés depuis un an pour avoir été fidèles à la foi jurée, il suffit d'en prendre note. Certes, il peut y avoir de la candeur à parler d'honneur à un adversaire qui ne comprend pas ce langage : cela tient à ce qu'en Belgique on n'est pas au courant du point de vue prussien en matière de foi jurée, mais aussi, peut-être, à ce qu'en Prusse on n'est pas mieux renseigné sur notre manière de voir. Pour faire cesser le malentendu, il suffira sans doute d'apprendre aux ministres de Sa Majesté Guillaume II que les Belges considèrent la parole d'honneur comme la chose la plus sacrée qu'ils possèdent, qu'ils ont prouvé qu'ils souffriront tout plutôt que d'y être infidèles, et qu'ils ne sauraient faire à leurs pires ennemis l'affront de les croire capables d'un autre sentiment. Ils auraient repoussé avec mépris celui qui leur aurait dit, il y a un an, que la Prusse considérait comme un chiffon de papier le traité au bas duquel son roi avait mis sa signature, et lorsque l'empereur Guillaume leur a dit en 1910 : « La Belgique a bien raison d'avoir confiance en moi, » ils ont écouté cette parole

royale avec une confiance pleine de gratitude.

Apparemment, c'était là de la candeur encore, mais on peut certifier aux ministres prussiens qu'à force de les avoir pratiqués, les Belges se sont corrigés du défaut qui amuse ces Messieurs de Berlin. Ce n'est d'ailleurs pas à eux, mais au monde civilisé, que le gouvernement belge s'est adressés, et le monde civilisé n'hésitera pas entre la déclaration du gouvernement belge et les palinodies d'un chancelier qui dément le 2 décembre ce qu'il avait avoué le 4 août.

Mais le gouvernement belge aurait dû prévenir l'Allemagne! Cela est douteux, mais admettons-le. Eh bien, il l'a fait, et vous avez sous ce rapport une déclaration que personne, même en Allemagne, je pense, ne s'avisera de contester : c'est celle du roi Albert lui-même.

Dans une entrevue accordée au correspondant du grand journal *New York Sun*, le roi déclare ceci : « Je tenais tellement à éviter jusqu'à l'apparence d'un manquement à la neutralité, que j'avais fait informer l'attaché militaire allemand de l'incident dont on fait aujourd'hui tant de bruit. Quand les Allemands ont fouillé nos archives, ils savaient exactement ce qu'ils y trouveraient; leur surprise et leur indignation sont feintes. »

Cette parole de héros tombe comme un coup de foudre sur le misérable échafaudage de mensonges

et de sophismes par lesquels les Prussiens ont cherché à déshonorer la Belgique. Ils ont pu se gausser de la parole d'honneur de nos ministres; ils ont pu traiter de parjures — eux! — le ministre de la guerre russe, M. Soukhomlinow, et même le tsar Nicolas II en personne, ils ont pu douter des formelles assurances du gouvernement français, ils n'ont pas osé contester la parole du roi Albert. Et ils ont eu raison, car l'univers entier a ratifié les paroles par lesquelles conclut le journal neutre auquel j'emprunte ma relation :

« Certes, on apprendra avec émotion, dans tous les pays civilisés, la déclaration du roi des Belges... Après cette parole royale, prononcée par une personnalité aussi noble et aussi digne de respect que le roi Albert, et à laquelle nous accordons une foi sans réserve, nous considérons la question des documents trouvés à Bruxelles comme close (1). »

Oui, la question est close et l'on peut se borner à conclure. Toutes les insanités que les avocats de

(1) Met ontroering zal zeker in alle beschaafde landen zijn vernomen de verklaring van Z. M. Koning Albert van België... Na dit koninklijk woord, waaraan wij, nu het is uitgesproken door een zoo achtenswaardige en nobele figuur als Koning Albert, onvoorwaardelijk geloof hechten, achten wij de zaak van de gevonden Brusselsche documenten voor goed uit. (*Het Vaderland*, 27 mars, 2^e avondblad.)

l'Allemagne ont alléguées sont en définitive la vengeance de la Belgique. Oui, nous aurions le droit, nous les vaincus écrasés sous le talon prussien, de contempler avec un sentiment de pitié hautaine la détresse morale de nos maîtres en face de leur iniquité! Nous aurions le droit de rire à l'aspect d'une grande nation se débattant dans le borborygme du mensonge, s'accrochant vainement, tour à tour, aux plus misérables arguties pour justifier son crime, et ne s'apercevant pas qu'elle le rend plus manifeste par les choquantes contradictions de ses versions successives. Nous donnons rendez-vous à la conscience allemande au lendemain de la guerre. Quand, au sortir de l'ivresse homicide, elle reprendra possession d'elle-même, elle se rendra compte que la seule chose qui restera, c'est, sur l'écusson de l'Empire, une tache que des siècles ne laveront pas.

Ce chapitre était écrit lorsque la *Libre Belgique* m'a apporté, le 10 août 1915, la lettre du cardinal Gasparri à M. Jules Van den Heuvel, ministre plénipotentiaire de Belgique près le Saint-Siège. Le diplomate belge avait demandé au cardinal une interprétation authentique des paroles prononcées par le Saint-Père dans son allocution consistoriale du 22 janvier 1915, où il « réprouvait hautement toute injustice, de quelque côté et pour quelque motif qu'elle fût commise. » Le secrétaire d'Etat

répondit que l'invasion de la Belgique était directement comprise dans ces paroles. Et, parlant des documents par lesquels l'Allemagne essayait d'établir que la neutralité belge n'existait plus au moment de l'invasion, il ajouta : « Il n'appartient pas au Saint-Père de trancher cette question historique et pareil jugement n'est pas nécessaire à son but. Même si on admettait le point de vue allemand, encore resterait-il toujours vrai de dire que l'Allemagne, de l'aveu du chancelier, pénétra sur le territoire belge *avec la conscience d'en violer la neutralité* et par conséquent de commettre une injustice. Cela suffit pour que cet acte doive être considéré comme directement compris dans les termes de l'allocution pontificale. »

Roma locuta est.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages.
<i>Avertissement</i>	VII
<i>Préface de S. E. le cardinal Mercier, Archevêque de Malines</i>	XI
<i>Avant-propos de Georges Goyau</i>	XV
INTRODUCTION	1
CHAPITRE I. La neutralité belge depuis 1831.	7
CHAPITRE II. La Belgique à la veille de l'attentat.	23
CHAPITRE III. L'« ultimatum » allemand et la réponse de la Belgique	38
CHAPITRE IV. Comment les Prussiens essaient de justifier l'attentat	52
CHAPITRE V. La résistance de la Belgique à l'attentat prussien	91
CONCLUSION	120
APPENDICES :	
I. Comment l'Allemagne a calomnié le Gouvernement belge	129
II. Comment l'Allemagne a traité la Belgique. Nécrologe des villes et villages de Belgique	161 176
III. Comment l'Allemagne a traité le clergé belge	191
La tragédie d'Aerschot	207